

its complex procedures and arcane rules that it is unable to organize itself to do the job. Moreover, given that the president is the leader of his party, it is hardly surprising that his congressional members will defer to his priorities, goals and methods. Consequently, as Dodds notes, Congress simply appears to be uninterested in challenging the president. As for the Supreme Court, it has been a more effective check than the legislative branch, as Richard Nixon would surely have attested. All scholars of American politics can point to high profile cases that have indeed limited the exercise of presidential power. But Dodds stresses that such cases were the exception and that the Court has gone along with the expansion of federal government power under presidential leadership.

Another reason for the enhancement of the president's position is that the growth of the role of the United States in terms of world leadership and the necessity to use military force during the past century has necessitated presidential action in areas that constitutionally are disposed to presidential dominance.

Dodds emphasizes that under such circumstances UPD's become a valuable presidential tool that has not been effectively challenged. The resultant growth of presidential power worries him, but he does not offer the reader much reason to expect that the process will be reversed, concluding simply that it is up to the people. However, bearing in mind that usually the president has been elected by a majority of the people and that he wants to reward his voters, is it reasonable to expect the people to bring the presidency under control?

Over the long run we can anticipate further presidential attempts to expand the reach of the office. Congress appears to be unable to get its act together while the citizenry can be kept onside by various rewards. That leaves the Supreme Court. It does have the capacity to arrest the excessive growth of presidential power. Alexander Hamilton thought that the judiciary had neither force nor will, only judgment, at its disposal. Will that be enough?

By compelling readers to address such questions Dodds is performing a vital service and doing so in a stimulating manner that is anchored in careful and thorough scholarship.

HAROLD WALLER *McGill University*

Les jeunes et l'action politique. Participation, contestation, résistance

sous la direction de Nicole Gallant et Stéphanie Garneau

Les Presses de l'Université Laval,

Québec, 2016, 274 pages

doi:10.1017/S0008423916001025

On s'intéresse beaucoup à la place des jeunes en politique depuis un certain temps, et pas seulement sur le plan de la recherche académique. Alors que les articles, colloques et recueils de textes se multiplient, les initiatives gouvernementales et communautaires suivent le pas ici et ailleurs, dans toutes les arènes politiques. Le bénéfice en est double, les jeunes profitant d'opportunités souvent des plus originales, orientées vers leur engagement politique, pendant qu'on documente ces mêmes pratiques pour mieux saisir leurs effets à court et à long terme.

Le collectif *Les jeunes et l'action politique. Participation, contestation, résistance*, sous la direction de Nicole Gallant et Stéphanie Garneau, s'inscrit dans cette tendance où réflexion théorique et documentation des pratiques sont mises en commun. Les auteurs, chacun à leur façon, tissent des ponts entre les différentes formes de l'action politique, confortant le lecteur dans l'idée que, bien que tous les types de participation n'aient pas les mêmes effets sur les jeunes, ils contribuent nécessairement à la qualité du vivre-

ensemble. Par exemple, comme le mentionnent Benedicto et Morán au sujet des jeunes désavantagés, « certaines expériences d'engagement collectif leur permettent de surmonter leur frustration et leur impuissance pour devenir des acteurs politiques » (186). L'engagement leur donne une voix publique, et parfois bien plus. Dans le cas des jeunes du Rassemblement de la jeunesse citoyenne (RAJE citoyenne) présenté par Greissler et Labbé, c'est même l'éclosion d'une carrière militante.

Si une tendance ressort assez clairement de cet ouvrage, c'est bien cette perspective plutôt positive quant à l'action politique des jeunes. Guilloux, Loncle et Guillemard soulignent ainsi que, grâce aux dispositifs mis en place pour engager les jeunes, « [ces derniers] ne sont plus envisagés comme des populations soulevant des problèmes mais comme des contributeurs à part entière de leur territoire, au service de l'intérêt général » (144). Comme Gauthier le mentionne à juste titre, cela nous change du portrait qu'on dresse habituellement de la jeunesse, le qualificatif « apathique » y étant plus souvent qu'autrement accolé. Ce recueil participe au nécessaire changement de perception, sans pour autant tomber dans l'angélisme. Ainsi, la mosaïque des possibilités présentée par Fournier nous rappelle qu'il y a tout de même une bonne part des jeunes qui n'ont ni intérêt pour la politique, ni volonté de participer. Ceci dit, pourquoi s'y arrêter quand il y a tant à explorer chez les autres ? À commencer par ces jeunes qui ont été fortement impliqués dans les événements mobilisateurs récents (Printemps érable, Printemps arabe, Occupy, etc.), et ceux qui sont au cœur des multiples émeutes universitaires, dont l'augmentation est presque constante depuis une dizaine d'années selon Bertho.

Un aspect fondamental de l'action politique se situe dans la socialisation des jeunes à celle-ci. Plusieurs auteurs du recueil abordent cette question, sous l'angle du lieu de socialisation ou de ses effets. Famille, amis, écoles, médias... les lieux de socialisation sont multiples et souvent ce sont les organisations dont la mission est de promouvoir l'engagement qui se retrouvent dans une posture de socialisation, comme c'est le cas à la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESPO). Dallaire, Prévost et Houle montrent ainsi comment cette organisation a mis la formation des jeunes au cœur de sa mission, sachant qu'un plus fort engagement de la jeunesse découlerait de cette formation. À cette liste de lieux de socialisation, Quéniart ajoute même le contexte « des événements qui ont favorisé ou déclenché l'engagement » (64). S'il est impossible de tracer la trajectoire unique de l'engagement, on voit malgré tout chez plusieurs auteurs des similitudes au niveau du milieu de vie, dans l'apport de la famille. Tentant de comprendre comment certains lieux peuvent, au contraire, freiner l'engagement, Rabello de Castro se concentre sur le milieu scolaire, observant de façon originale comment « la logique de la subordination à l'école entraîne des effets qui vont à l'encontre des mobilisations collectives » (226).

Enfin, à l'importante question « pourquoi s'engager ? » soulevée par plusieurs, Quéniart répond qu'on s'engage parfois pour soi, parfois pour autrui : l'engagement est clairement multifactoriel. Cette pluralité des raisons ressort aussi chez les auteurs qui discutent des dispositifs mis en œuvre pour faciliter l'engagement. Car il ne suffit pas que le dispositif soit présent, encore faut-il que les jeunes s'y accrochent, et qu'on s'assure qu'il remplit bien ses fonctions. Si Becquet mentionne une prédominance de l'engagement pour soi lorsqu'il est question du service civique volontaire français, Guilloux, Loncle et Guillemard remarquent, quant à eux, une coexistence des raisons individuelles et altruistes pour les jeunes s'investissant dans les dispositifs bretons étudiés.

De l'étude de ces nombreux dispositifs, une conclusion se dégage en parallèle de ce recueil : l'étude du fonctionnement et des effets des dispositifs doit continuer, car éventuellement ce sont les jeunes qui en récoltent les bénéfices. C'est l'élément que

nous ajouterions à la très pertinente liste d'idées de recherche élaborée en conclusion de l'ouvrage par Garneau.

EUGÉNIE DOSTIE-GOULET *Université de Sherbrooke*

Policy Governance in Multi-level Systems: Economic Development and Policy Implementation in Canada

Charles Conteh

Montreal: McGill-Queen's University Press, 2013, pp. xii, 280.

doi:10.1017/S0008423916000925

Research having to do with governance deals with what is, by definition, difficult terrain. A term devised to reflect the mystique and ambiguity of the modern application of public policy, the study of governance systems is resistant to conventional tools of social science. This is the impression given by Charles Conteh's *Policy Governance in Multi-level Systems*, which aims to reconfigure our understanding of regional economic development policy by demonstrating that policies are not only designed and implemented at multiple levels of government but that these levels are integrated in complex ways and involve multiple actors representing a variety of government and non-state interests.

Approaching regional economic development policy from a federal perspective, Conteh investigates the ways in which four federal agencies—the Atlantic Canada Opportunities Agency (ACOA), the Western Economic Diversification Agency (WD), the Federal Economic Development Initiative for Northern Ontario (FedNor) and the Federal Economic Development Agency for Southern Ontario (FedDev)—implement economic development policy in New Brunswick, Manitoba, Northern Ontario and Southern Ontario. The book is topical for many reasons, not least because there has been a marked increase in policy language having to do with economic planning in the wake of the global financial crisis. Yet, given that many commentators have since argued that little has changed aside from a shift toward greater fiscal austerity (see Mark Blyth, "Paradigms and Paradox: The Politics of Economic Ideas in Two Moments of Crisis," *Governance* 26, 2013: 197–215), claims as to the significance of any change in the mode of governance since 2008 have remained speculative.

For his part, Conteh does an excellent job of investigating the paradox that, despite a great deal of discussion and debate about economic liberalization, regional development policy has been a persistent feature of post-war public administration. Contending that economic development policy is again on the rise, Conteh emphasizes a "paradigm shift" among OECD governments toward "the new economy" and "the new regionalism," which came to be reflected in the policy programs of provincial governments and federal agencies around the turn of the millennium. Linking this ideational shift to the structural changes whose investigation is the focus of the book, Conteh's central argument is that ideas surrounding regional development policy in Canada have come full circle since days of the "growth pole" concept in the 1960s, in that there now exists an imperative to share responsibility for policy formulation and implementation across the three levels of government, albeit with a special role afforded to local governments and citizen groups. What is intrinsically new about this approach, argues Conteh, is that the mantra of policy governance is now one whereby sectoral targeting is forsaken in favour of encouraging knowledge diffusion and skills development so that positive synergies may be captured in the creation of regional innovation systems.

Combining insight from public administration, organizational theory and governance theory, Conteh develops a "multi-actor framework" that guides his empirical